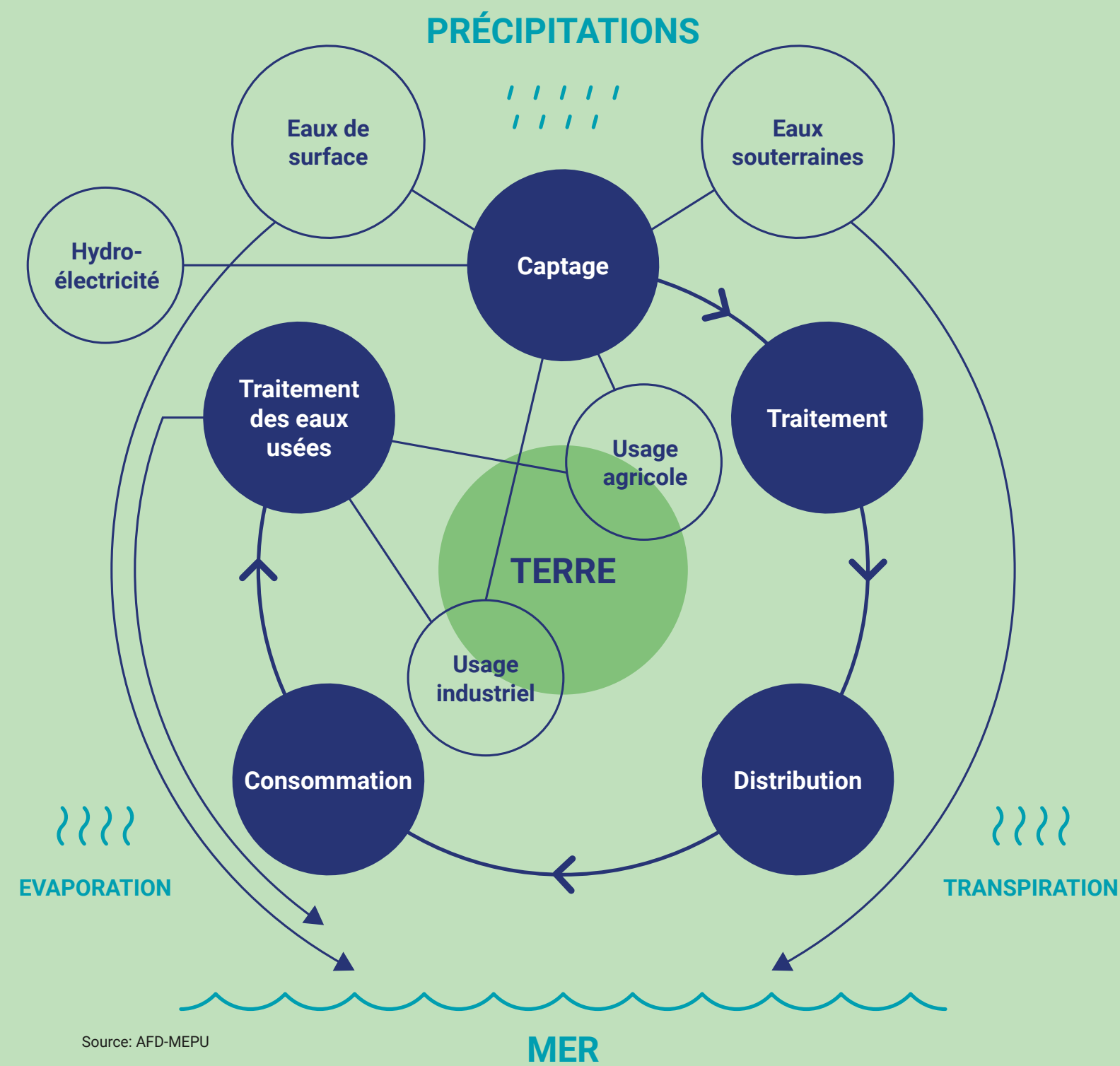


AU FIL DE L'EAU ET DU TEMPS

40 ANS DE PARTENARIAT ENTRE L'AFD ET MAURICE





Alors que Maurice et l'AFD célèbrent plus de 40 ans de collaboration sur les enjeux liés à l'eau, nous nous penchons sur le rôle vital du cycle de l'eau dans la préservation du vivant. Ce processus cyclique permet de renouveler les sources d'eau douce, de réguler le climat, de soutenir les écosystèmes et d'assurer la libre circulation de l'eau entre l'atmosphère, la terre et les océans : sans lui, la vie telle que nous la connaissons serait tout simplement impossible.

L'AFD ET MAURICE

Une collaboration de plus de 40 ans, fondée sur le soutien et le respect mutuel.

Plus de 40 ans se sont écoulés depuis que Maurice et l'Agence française de développement (AFD) ont établi un partenariat synonyme de soutien et de respect mutuel. Cette collaboration trouve sa source dans la mise en place, en 1981, du Schéma directeur de l'eau – un plan directeur fondamental portant sur les ressources en eau de l'île et leur stockage, et permettant d'améliorer la distribution et la gestion de l'eau du pays.

À l'époque, l'île Maurice faisait face à des défis croissants pour répondre aux besoins en eau de sa population. Malgré des précipitations abondantes, l'absence d'infrastructures adéquates pour récupérer le précieux liquide conduisait à son écoulement direct dans la mer. Ainsi, en raison de fuites dans le réseau de distribution, plus de la moitié de l'eau captée se perdait. D'autres facteurs tels qu'une population en forte croissance, l'essor de l'industrie sucrière, ou encore des vents persistants (responsables d'une évaporation d'environ 30 %) compliquaient la situation.

Conscient de l'urgence, le gouvernement mauricien s'est lancé dans un programme ambitieux de modernisation et de développement des infrastructures de distribution d'eau. Saisissant également l'importance des partenariats internationaux, le gouvernement a sollicité son allié et partenaire de longue date, la France, et notamment la Caisse Centrale de Coopération Économique (CCCE) – désormais connue sous le nom d'Agence française de développement (AFD). Ce fut le début d'une collaboration de plus de 40 ans entre l'île Maurice et l'AFD, qui perdure encore à ce jour.

Grâce à l'expérience technique et au soutien financier de l'AFD, le Schéma directeur de l'eau – développé pour le gouvernement mauricien par SIGMA, une société mauricienne très en avance à cette époque en matière de bases de données hydrologiques –, est devenu la

pierre angulaire de la gestion des ressources en eau à l'île Maurice, jouant un rôle clé dans l'amélioration de la distribution de l'eau, le renforcement du réseau hydraulique et la garantie d'un approvisionnement fiable pour l'ensemble de la nation.

Dominique Dordain, qui dirigea l'AFD de 1979 à 1984, se souvient parfaitement de l'esprit de coopération et de confiance qui caractérisait cette époque. « Je suis fier d'avoir initié la coopération franco-mauricienne dans le cadre de la mise en place du premier plan directeur de l'eau pour l'île Maurice. Aujourd'hui, la quasi-totalité des investissements du pays liés au secteur de l'eau résulte de ce plan. »

Aujourd'hui, alors que l'île Maurice et la France regardent vers l'avenir, l'AFD a réaffirmé son engagement en signant en 2023 un prêt de 200 millions d'euros (10 milliards de roupies mauriciennes) couplé à une subvention d'assistance technique et d'expertise de 2 millions d'euros (100 millions de roupies mauriciennes) pour améliorer de manière pérenne l'accès des populations à l'eau potable et à l'assainissement et appuyer la mise en oeuvre de politiques publiques pour la gestion durable de la ressource en eau – de quoi améliorer l'état de santé et les conditions de vie des 1,3 million d'habitants du pays.

Laetitia Habchi, l'actuelle Directrice de l'AFD, a déclaré : « Nous sommes extrêmement fiers de notre contribution au bien-être de la population mauricienne grâce à nos investissements dans des secteurs essentiels tels que l'eau depuis 40 ans, et nous sommes enthousiastes à l'idée de continuer à développer cette relation dans les années à venir. »

Cette publication met en avant les résultats de cette coopération dans le domaine de l'eau, issus du partenariat historique entre l'île Maurice et l'AFD au cours des quatre décennies écoulées.

Distribution

LES RIVIÈRES DU TEMPS

L'histoire de la gestion des ressources en eau à l'île Maurice.

Depuis plus de 40 ans, l'AFD est fière de collaborer avec l'île Maurice pour relever ses défis liés à l'eau. Mais quelle est l'origine de cet intérêt indéfectible pour l'eau ?

Pour faire simple, l'eau a joué un rôle crucial dans le développement de la société mauricienne, et ce tout au long de son histoire. Depuis la découverte de l'île, chaque génération d'habitants a cherché à exploiter les ressources en eau pour assurer sa subsistance et bâtir une communauté prospère. En effet, l'eau est un bien commun fondamental dans une économie insulaire.

Les premiers habitants dépendaient entièrement des abondantes sources d'eau douce, situées à l'intérieur des terres, pour se désaltérer et pratiquer l'agriculture. Mais avec l'expansion de l'île, il devenait impératif d'instaurer un système d'approvisionnement en eau à la fois structuré et efficient – notamment après l'introduction de la culture de la canne à sucre, nécessitant une bonne irrigation. C'est ainsi que ces habitants ont développé un réseau de canaux et d'aqueducs destinés à irriguer les vastes champs de canne à sucre, jetant ainsi les bases de l'industrie sucrière de l'île Maurice.

Au fur et à mesure que la population augmentait, les flux migratoires et générationnels successifs ont renforcé les ouvrages hydrauliques de l'île, construisant des barrages et des réservoirs pour garantir un approvisionnement en eau pour tous les usages domestiques et agricoles. La mise en place de ces systèmes de stockage et de distribution d'eau a facilité la croissance et la diversification de l'économie de l'île, en permettant la culture d'une plus grande variété de produits et en soutenant le développement d'autres secteurs.

Au cours de la majeure partie de l'histoire de l'île, l'eau était en accès libre, et l'on pouvait chaque jour observer

les habitants laver leur linge et puiser de l'eau dans des fontaines en bord de route. Puis, au XXe siècle, le gouvernement mauricien s'est attelé à la question de l'eau courante, afin d'acheminer cette ressource directement dans les foyers et les entreprises du pays, tout en privilégiant dans la mesure du possible la gestion et le développement durables des ressources en eau.

Avec la diversification économique de l'île et l'expansion du secteur touristique, la demande en eau a considérablement augmenté. Avec le soutien de l'AFD, le gouvernement mauricien a investi dans de nouvelles technologies et infrastructures pour améliorer la sécurité et l'efficacité hydriques.

De tout temps, l'eau a donc été au coeur du développement socio-économique de l'île Maurice. Elle constitue la force motrice de l'engagement indéfectible de l'AFD – fermement résolue à améliorer la qualité de vie des habitants du pays tout en préservant son précieux environnement naturel.



Pendant des siècles, les lavoirs publics situés sur les rives de la rivière La Chaux ont été utilisés quotidiennement par les familles de la région.



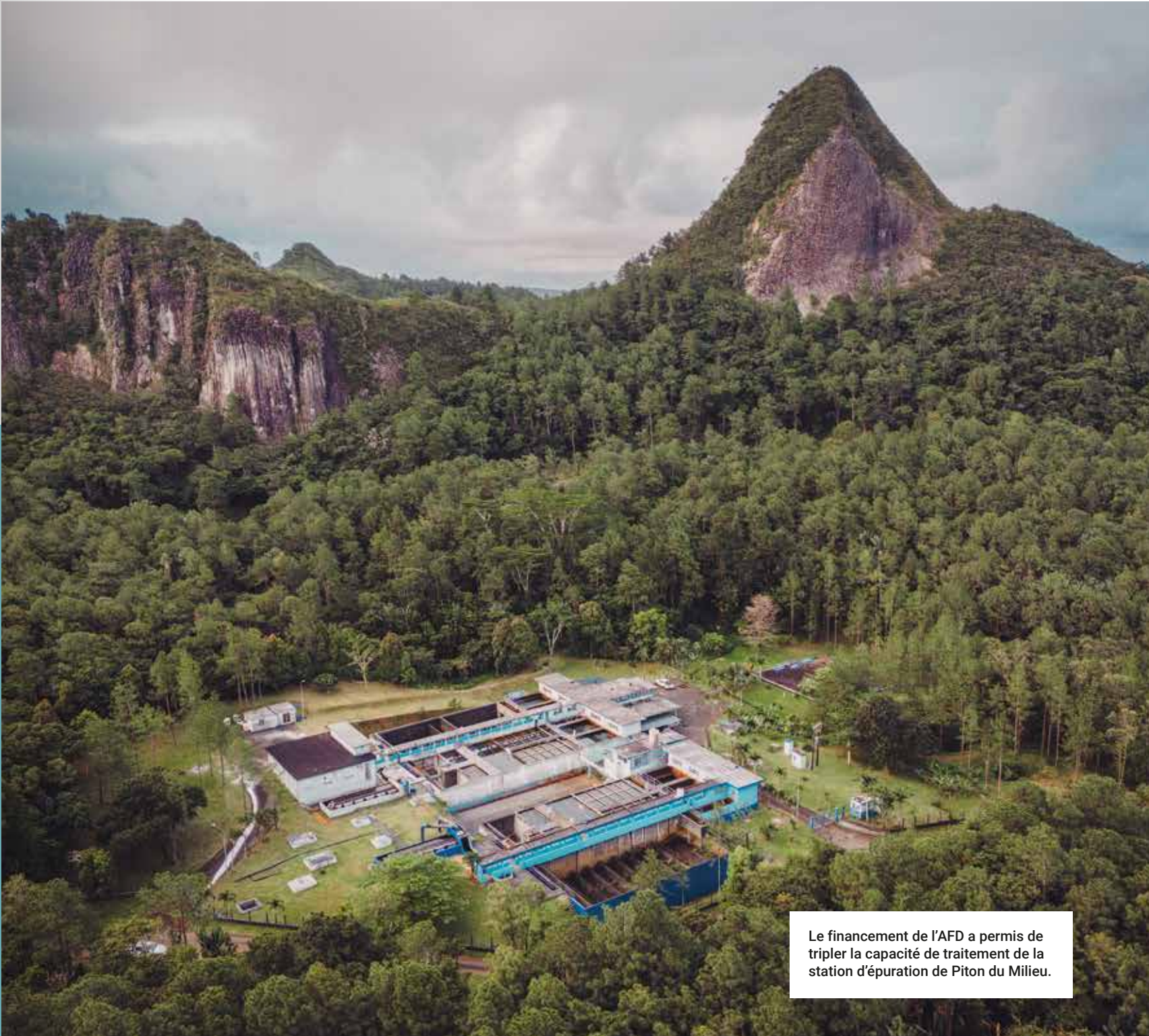
DE L'EAU POUR LA NATION

Des infrastructures hydrauliques modernisées au service de la population mauricienne.

À la fin des années 1980, l'île Maurice a été confrontée à une grave pénurie d'eau. Les crises pétrolières de 1973 et 1979 ont considérablement réduit les ressources énergétiques du pays, et la sécheresse de l'été 1990 a aggravé la situation en diminuant le niveau des réservoirs. Les autorités se sont efforcées de répondre à la demande d'eau domestique, estimée à 280 000 m3. Avec une capacité de production limitée à 180 000 m3 en raison du manque de ressources énergétiques, de systèmes de traitement fragiles et d'un réseau de distribution défaillant, le pays a ainsi

connu de graves difficultés pour répondre à ses besoins en eau. Cette pénurie a particulièrement touché les régions du nord et du centre de l'île, où les coupures d'eau sont devenues une réalité quotidienne.

Pour pallier à ces problèmes, la Central Water Authority (CWA) s'est lancée au début des années 1990 dans un programme de réhabilitation et de modernisation de ses infrastructures de production et de distribution d'eau. Dans ce cadre, la CWA a lancé une initiative visant à améliorer la capacité de production de deux des stations d'épuration du pays, avec l'appui technique et financier de l'AFD.



Le financement de l'AFD a permis de tripler la capacité de traitement de la station d'épuration de Piton du Milieu.

La première phase a porté sur les problèmes de la station d'épuration de Piton du Milieu : grâce à l'expertise de la société française Degrémont, la capacité de traitement de l'usine a été multipliée par trois, passant de 10 000 à 27 000 m3 par jour. Cette avancée significative a non seulement permis d'améliorer la qualité de l'eau, mais aussi d'étendre l'approvisionnement aux régions du sud et de l'est de l'île. Un projet pilote a été lancé en parallèle pour réduire les pertes d'eau dues aux fuites dans le réseau, à travers la formation du personnel de la CWA à l'exploitation et à l'entretien de cette installation plus moderne.

La deuxième phase de ce programme s'est concentrée sur la station d'épuration de La Nicollière : l'installation d'origine – pouvant traiter seulement 10 000 m3 par jour – a ainsi été remplacée par une installation moderne, capable de traiter 70 000 m3 par jour. Cette augmentation de la capacité de production a été complétée par d'importantes améliorations et extensions du réseau de distribution, notamment avec la construction de nouveaux réservoirs dans la région nord et la rénovation complète du réseau s'étendant de La Nicollière à Grand Gaube.

Pour répondre aux besoins énergétiques du pays et alimenter ces infrastructures hydrauliques, l'AFD a



Construite en 1929, la station d'épuration de La Nicolière a fait l'objet d'une modernisation complète dans les années 1990, avec le soutien de l'AFD.

également répondu à une requête du gouvernement mauricien en participant à un cofinancement international initié par le Central Electricity Board (CEB) pour la construction du barrage hydroélectrique de Champagne, dans la région de Moka, capable de produire 30 mégawatts d'électricité.

L'ensemble de ces projets d'envergure a incontestablement amélioré la qualité de vie et la santé des populations desservies par ces centrales. De plus, l'augmentation de la capacité de production a permis un développement économique important dans la région, et l'AFD est fière d'avoir pu contribuer à ce progrès, et plus largement au bien-être de la nation.



« Je suis très fier de mon travail, qui consiste à faire en sorte que tout fonctionne correctement pour que nous puissions fournir l'eau dont les gens ont besoin. »

— Jhummun, homme à tout faire



La station d'épuration de La Marie, alimentée par les réservoirs de Mare aux Vacoas et de Mare Longue, produit quotidiennement 130 000 m³ d'eau potable.

Agriculture

RÉCOLTER LE MEILLEUR

Des méthodes modernes pour une agriculture durable

Le secteur agricole revêt une importance capitale pour chaque nation: il est essentiel à la sécurité alimentaire, à la croissance économique et à la stabilité sociale. À l'île Maurice, ce secteur est d'autant plus incontournable qu'une part significative de l'économie du pays reposait sur la production de sucre de canne par le passé. Mais au cours des années 1990, avec l'évolution des marchés mondiaux du sucre, le gouvernement mauricien a jugé nécessaire de diversifier et de moderniser le secteur

agricole afin de réduire sa dépendance à l'égard de l'industrie sucrière. La mise en place d'un nouveau système d'irrigation, plus efficace, a joué un rôle essentiel dans la réussite de ce programme.

Clé de voûte de toute agriculture performante, l'irrigation permet de s'assurer que les cultures reçoivent suffisamment d'eau, et ce exactement au moment où elles en ont besoin. La principale méthode d'irrigation utilisée traditionnellement à travers l'île reposait alors sur les systèmes d'arrosage automatique. Anciens et

Niven, un agent de l'Irrigation Authority, et Namah, un planteur local, discutent du meilleur usage de l'eau offert par les nouvelles techniques d'irrigation financées par l'AFD.

« J'ai travaillé dans les champs presque toute ma vie. Les choses sont très différentes aujourd'hui : tout est beaucoup plus précis. »

— Brenda, Agricultural Worker

usés, ces systèmes s'abîmaient régulièrement – et consommaient beaucoup d'eau. Au cours de la décennie suivante, le gouvernement s'est ainsi engagé dans un ambitieux programme de rénovation du réseau d'irrigation, dont une partie a été soutenue et financée par l'AFD.

Dans le nord de l'île, ce programme a permis de remplacer ces systèmes d'arrosage automatique inefficaces par une nouvelle technique d'irrigation au goutte-à-goutte, et ce sur des centaines d'hectares – une méthode économe en eau, permettant d'arroser de façon ciblée les racines des plantes grâce à un réseau de tubes, de tuyaux et de vannes. À l'est, dans la région de Belle Mare, un système d'irrigation à basse pression a été mis en place afin d'assurer un arrosage efficace du sol principalement sablonneux de cette zone.

Au lieu d'inonder les champs, ces systèmes permettent aux planteurs d'arroser leurs cultures de façon précise :

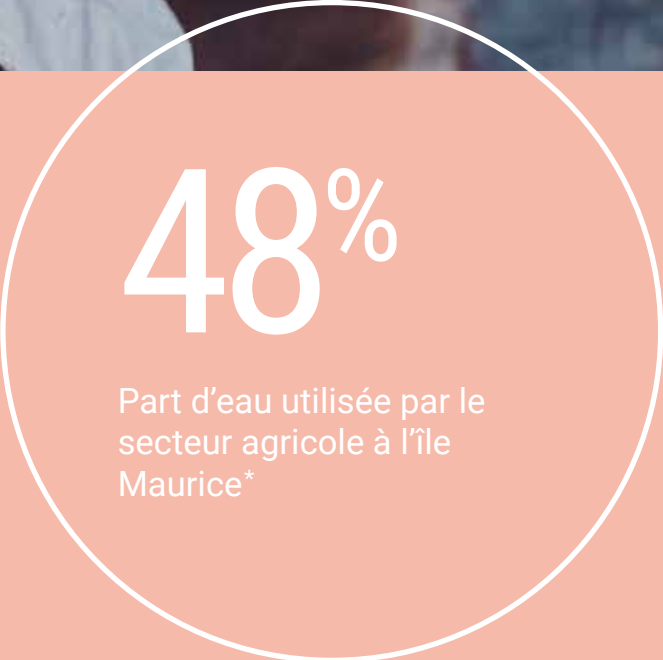
chaque plante reçoit la quantité d'humidité adéquate, ce qui favorise une croissance saine et réduit les risques potentiels d'érosion du sol. Ces nouvelles techniques ont ainsi permis d'obtenir des résultats presque immédiats, avec une augmentation significative du revenu annuel par hectare, principalement en raison de la réduction de la consommation d'eau et des coûts associés. Elles ont également permis d'augmenter le rendement des cultures et de minimiser l'utilisation d'engrais : de quoi en faire une solution écologique et économiquement viable pour les planteurs de la région.

Les nouveaux systèmes ont également encouragé l'intégration de petits planteurs dans le secteur agricole. Alors qu'autrefois, la majeure partie de la production agricole était entre les mains d'une poignée de grands producteurs, l'accès simplifié à un réseau d'irrigation performant a permis à de nombreux petits planteurs de s'établir. L'un d'entre eux, Namah, explique tout en récoltant ses citrouilles : « J'ai appris l'agriculture quand



j'étais enfant : j'aidais toujours ma famille dans les champs. Avoir suffisamment d'eau était toujours un problème, à cause de la grande quantité d'eau qui était nécessaire pour faire fonctionner les arroseurs automatiques de l'époque.... Mais ce système de goutte-à-goutte est beaucoup plus efficace : je peux maintenant cultiver davantage avec la même quantité d'eau. »

Désormais, l'Irrigation Authority – l'organisme gouvernemental responsable de l'approvisionnement en eau pour le secteur agricole – continue de travailler en partenariat avec les planteurs locaux pour entretenir et améliorer le réseau. Comme l'explique Niven, agent de l'Irrigation Authority et expert en agriculture : « Nous voulons apporter aux planteurs les connaissances et la confiance nécessaires pour cultiver les denrées alimentaires dont Maurice a besoin. L'engagement constant de l'AFD au fil des ans est l'une des raisons majeures de la réussite de notre programme d'irrigation dans cette région. » Aujourd'hui encore, cette collaboration est synonyme de précieux bénéfices, tant sur le plan de la production que par le sentiment d'appartenance qu'elle suscite parmi ceux qui contribuent à la gestion de l'eau et de la terre pour le bien de la nation.



* Source: Department of Civil Engineering, Université de Maurice



Planteuse à Belle Mare, Julie comprend les défis associés à la production de cultures sur le sol sablonneux de la côte est.



EAUX LIMPIDES, INTENTIONS CLAIRES

Peu de gens veulent savoir ce qu’il advient de leurs eaux usées une fois la chasse d’eau tirée. Mais, pour l’équipe de la station d’épuration de Grand Baie, assainir les eaux usées est essentiel à la protection de la santé publique et au maintien de l’équilibre environnemental.

Au début des années 1990, comme dans beaucoup d’autres pays, les effluents de l’île n’étaient pas traités. Cependant, avec l’essor significatif de l’industrie du tourisme et la prise de conscience croissante des impacts environnementaux liés au déversement

d’effluents non traités dans la mer, le gouvernement mauricien a décidé d’établir un réseau de stations d’épuration à travers l’île – dont la station d’épuration de Grand Baie, financée et soutenue par l’AFD.

Aujourd’hui, trois décennies après sa création, la station d’épuration de Grand Baie recycle des milliers de mètres cubes d’eaux usées par jour. Pour cela, un protocole en plusieurs étapes est appliqué, sous la supervision d’une équipe de techniciens qualifiés pour nettoyer et purifier l’eau – de quoi garantir sa

« Nous sommes responsables de la santé et du bien-être de la population : c’est un travail vital. »

— Ingénieur au sein de la Wastewater Management Authority





réintégration en toute sécurité dans l'écosystème naturel. Grâce au traitement efficace des eaux usées, la quantité de substances nocives rejetées dans l'environnement est considérablement réduite, ce qui permet de mieux protéger la vie aquatique et la biodiversité de la région.

Les procédures mises en oeuvre dans cette station d'épuration fournissent à l'île Maurice une nouvelle source d'eau qu'elle peut utiliser dans tout le pays. Pour preuve, un partenariat public-privé a été mis en place dans le sillage de ce projet d'assainissement : aujourd'hui, le domaine Mont Choisy Le Golf – un projet de loisirs et de développement résidentiel majeur, récemment établi dans le nord de l'île Maurice – achète une importante quantité d'eau en provenance de la

station d'épuration de Grand Baie. Interrogé sur l'importance de son travail, l'un des ingénieurs en mécanique chargé de superviser l'installation explique : « Nous sommes responsables de la santé et du bien-être de la population : c'est un travail vital ».

Le traitement des eaux usées a joué un rôle capital dans la création d'un avenir durable et florissant pour l'île Maurice. Et pourtant, il reste encore beaucoup à faire : moins de 20 % des eaux usées du pays sont actuellement traitées. Fière de sa contribution au renforcement de la lutte contre la pollution et la pénurie d'eau, l'AFD se réjouit de pouvoir continuer à soutenir l'île Maurice dans ses efforts pour garantir un avenir où l'approvisionnement en eau propre et potable serait assuré.



* Source: Mauritius Wastewater Management Authority



Stéphanie Oudin, coordinatrice régionale du programme AdaptAction de l'AFD pour l'océan Indien, rencontre des professionnels de la Land Drainage Authority et de SETEC Mauritius.

UNE STRATÉGIE D'AVENIR

Protéger la population et les activités économiques des inondations et des impacts du changement climatique.

Du fait de sa pluviométrie moyenne figurant parmi les plus élevées au monde, l'évacuation des eaux pluviales représente un défi permanent pour l'île Maurice. Au cours des dernières décennies, différents facteurs tels que le changement climatique, la croissance démographique, l'évolution des pratiques agricoles, ou encore la multiplication de projets de construction faisant appel à des matériaux non poreux ont contribué à imperméabiliser les sols. Les eaux de pluie ruisselant

sur des sols incapables d'absorber une importante quantité d'eau, l'île Maurice est ainsi devenue de plus en plus vulnérable aux inondations.

Après les inondations de 2013 et 2017, il était primordial d'agir pour protéger la population et les activités économiques du pays. Le gouvernement mauricien a ainsi créé une nouvelle entité dédiée à cet enjeu, la Land Drainage Authority (LDA). Avec le soutien de l'AFD – dans le cadre de son programme AdaptAction – la LDA a élaboré le Land Drainage Master Plan, une stratégie globale de gestion des eaux de ruissellement, s'appuyant sur la connaissance scientifique afin de



relever les défis du changement climatique et lutter contre les inondations.

En particulier, ce plan directeur vise à développer l'usage des solutions fondées sur la nature, c'est-à-dire à s'appuyer sur les services rendus par les écosystèmes pour réduire la vulnérabilité du pays aux inondations.

Avec le soutien financier de l'AFD, une équipe d'experts a conduit les études et travaux scientifiques nécessaires, pour constituer le socle de connaissance indispensable à l'élaboration de ce plan. « Je suis fier d'avoir pu contribuer à l'élaboration de ce plan directeur : j'ai le sentiment que mes compétences permettent d'aider mon pays à relever les défis de notre monde en mutation » a déclaré l'un de ces experts, l'ingénieur-hydraulicien Mishaal, suite à son récent travail sur le sujet.

Alors que l'île Maurice doit faire face à de nouveaux défis, l'AFD reste présente à ses côtés et compte

poursuivre son partenariat avec la LDA pour renforcer, dans le cadre du programme AdaptAction, la mise en oeuvre des recommandations du plan directeur. De plus, l'AFD poursuit son soutien au développement de projets de résilience face au changement climatique – en particulier ceux faisant appel à des solutions fondées sur la nature.

La collaboration continue entre la République de Maurice et l'AFD illustre un esprit de coopération et de soutien qui contribue à atténuer les effets du changement climatique et à réduire les risques d'inondations, afin de jeter les bases d'un avenir plus résilient.



« Nous vivons au jour le jour, sans jamais savoir quand les camions-citernes arriveront pour remplir nos réservoirs. »

— Corinne, habitante de Bambous Virieux



Les habitants du village de Bambous Virieux, privé d'eau, attendent avec impatience l'arrivée du camion de livraison de la CWA pour remplir leurs réservoirs.

UNE LUTTE SILENCIEUSE



Vivre dans une région privée d'eau.

Considérée comme un besoin humain fondamental, l'eau fait partie intégrante de notre quotidien, jouant un rôle discret dans pratiquement tous les aspects de notre vie. Son omniprésence – pour s'hydrater, cuisiner, nettoyer et assainir – passe souvent inaperçue... jusqu'à ce qu'elle ne soit plus disponible.

Aujourd'hui, 99,7 % de la population mauricienne bénéficie d'un accès quotidien à l'eau domestique pendant six heures au minimum – contre 75 % seulement dans les années 1990. Cependant, les défis auxquels sont confrontés ceux ne bénéficiant pas d'un approvisionnement régulier en eau sont presque

impossibles à saisir. Leur lutte quotidienne révèle à quel point cette ressource essentielle est considérée comme acquise par ceux ayant la chance de résider dans des régions où l'eau coule à flots.

La vie sans eau courante va bien au-delà d'un simple désagrément : elle implique une lutte quotidienne incessante, afin de s'assurer d'un approvisionnement suffisant pour satisfaire les besoins fondamentaux. « Nous vivons au jour le jour, sans jamais savoir quand les camions-citernes arriveront pour remplir nos réservoirs » explique Corinne, une habitante de Bambous Virieux, partageant son expérience d'une vie sans accès régulier à l'eau.



Cette situation est particulièrement vraie à Rodrigues, où la quête d'eau a poussé Momus à prendre les choses en main, en construisant laborieusement un puits à la main dans son jardin, près de l'océan. « J'ai creusé ce puits il y a plus de 30 ans, et nous l'utilisons tous les jours », raconte-t-il en descendant un seau au fond du puits. Bien que l'eau extraite ne soit pas potable du fait de sa proximité avec l'eau de mer et sa salinité, elle reste indispensable pour sa famille, qui l'utilise pour les lessives et pour nourrir son petit cheptel.

Ces témoignages de personnes vivant sans eau courante illustrent les raisons pour lesquelles l'AFD apporte son expertise technique et son soutien financier au gouvernement mauricien pour, à terme, garantir à chaque citoyen le droit à l'eau potable et à l'assainissement.

* Source: Department of Civil Engineering, Université de Maurice

Distribution

UN PROJET DE TÉLÉMÉTRIE

Le recours aux technologies pour lutter contre les pertes d'eau.

Alors que le changement climatique continue d'affecter la disponibilité des réserves en eau, l'île Maurice doit pouvoir optimiser l'utilisation de ses ressources hydriques limitées. Or, à l'heure actuelle, plus de 50 % de l'eau produite à Maurice se perd dans le vaste réseau d'approvisionnement. Si des opérations de contrôle permettent d'identifier les pertes aux points

d'utilisation, une approche stratégique est cependant nécessaire pour réduire ces pertes en amont.

Pour répondre à ce besoin, la Central Water Authority (CWA) a pour ambition de développer un important programme de télémétrie : un système global, multifonctionnel et décentralisé permettant de mesurer et de suivre avec précision l'utilisation de l'eau dans le réseau. Dans un premier temps, ce projet se concentrera sur les structures de production, englobant à la fois le



Joël, employé d'entretien, répare des conduites d'eau endommagées dans la région de Grand-Port afin de minimiser les pertes causées par des fuites.

traitement de l'eau, la livraison et les réservoirs. Dans le futur, les réseaux de distribution d'eau seront également intégrés pour lutter contre toutes pertes supplémentaires.

L'accès aux données à distance est au coeur de ce nouveau projet de télémétrie. Doté d'interfaces de compteurs électriques reliés au réseau de télécommunications de l'île, le système a été conçu à la suite d'une étude de terrain exhaustive menée en 2021 par la Société du Canal de Provence (SCP), puis a vu le jour grâce au soutien financier de l'AFD.

Le système a été conçu pour évoluer progressivement. Par conséquent, bien que les mesures initiales soient effectuées à l'aide de compteurs mécaniques équipés de transmetteurs, il sera éventuellement possible de faire appel, à terme, à des « compteurs intelligents ». L'automatisation du contrôle qualité de l'eau (grâce à

des capteurs présents dans les réservoirs), ainsi que la mise en place d'alarmes structurales constituent également quelques-unes des fonctionnalités qui deviendront essentielles aux équipes d'exploitation.

La CWA est consciente que le lancement d'un projet aussi ambitieux comportera des défis de taille – en particulier du fait des exigences technologiques avancées et de l'ampleur du réseau. Cependant, elle sait que les données collectées via ce projet de télémétrie seront d'une valeur inestimable pour améliorer la gestion de l'eau et la préservation de l'environnement.

À mesure que l'île Maurice se prépare à faire face à de nombreux défis, elle sait qu'elle peut compter sur le soutien de l'AFD, qui collabore avec les autorités pour élaborer et déployer un système de télémétrie visant à répondre aux besoins de la nation.



UNE ÎLE SOUS STRESS HYDRIQUE

Lutter contre le manque d'eau douce grâce à la science et à la solidarité.

La menace d'une grave crise de l'eau plane sur Rodrigues. Depuis des décennies, l'île lutte sous la pression de l'urbanisation, de la croissance démographique et de l'industrie du tourisme naissante. Le changement climatique a exacerbé les problèmes d'eau de l'île, en particulier pendant la saison sèche annuelle. Les personnes chargées d'approvisionner la population en eau sont de plus en plus préoccupées.

« Nous ne pouvons tout simplement pas fournir assez d'eau avec l'infrastructure actuelle », explique Jérémy de la Rodrigues Public Utilities Corporation (RPUC) tout en vérifiant le niveau d'un réservoir d'eau – qui, comme d'habitude, est presque vide. Le peu d'eau disponible, provenant actuellement d'un réseau de puits de forage

profondément creusés dans le littoral de l'île, est devenu de plus en plus salin au cours des dernières années. Comme l'explique Justine, exerçant également au sein de la RPUC, « nous avons récemment dû mettre en place un programme de surveillance constante en raison de l'augmentation des niveaux de salinité ».

Malgré les efforts courageux de la RPUC, la triste réalité est que Rodrigues ne peut actuellement produire qu'environ 4 800 m³ d'eau par jour, bien en deçà de la demande quotidienne estimée à 12 000 m³. En conséquence, la plupart des ménages manquent de l'eau dont ils ont besoin chaque jour. Pourtant, les ressources en eau dont la population a besoin existent bel et bien : les nappes phréatiques de l'île, en particulier, demeurent presque entièrement inexplorées et sous-utilisées.



Jérémy, technicien au sein de la Rodrigues Public Utilities Corporation, veille à l'intégrité de l'infrastructure hydrique de l'île.

Les eaux souterraines de Rodrigues, offrant une meilleure protection naturelle contre la pollution que les eaux de surface et affichant des coûts énergétiques moins élevés que les usines de dessalement de l'île, sont probablement la meilleure source d'eau à disposition. Cependant, le manque de données scientifiques empêche l'île d'exploiter pleinement cette précieuse ressource.

Pour résoudre ce problème, l'AFD a commandé une étude approfondie sur les ressources en eaux souterraines de Rodrigues auprès du service géologique national français : le BRGM. En France, le BRGM est l'établissement public de référence pour la gestion des ressources du sol et du sous-sol. Au cours de son programme de recherche, étalé sur trois ans, le BRGM utilisera des techniques scientifiques avancées ainsi qu'une technologie d'imagerie de pointe –



* Source: Department of Civil Engineering, Université de Maurice

« Nous avons récemment dû mettre en place un programme de surveillance constante en raison de l’augmentation des niveaux de salinité. »

— Justine, technicienne au sein de la RPUC



la géophysique aéroportée –, déjà déployée avec succès dans d’autres territoires volcaniques (La Réunion et Mayotte), pour obtenir une base complète de données géophysiques.

Un aspect essentiel de ce projet de coopération internationale concerne le transfert des connaissances acquises aux techniciens rodriguais. À court terme, ces informations précieuses aideront les techniciens à optimiser le réseau de distribution actuel de l’île. Par la suite, la cartographie détaillée permettra de repérer les meilleurs emplacements pour de nouveaux forages, afin d’exploiter pleinement le potentiel des nappes phréatiques de l’île. Tourné vers l’avenir, le BRGM travaillera également avec les autorités locales pour élaborer un plan de gestion de l’eau à long terme – sur

20 ans –, en apportant les connaissances essentielles qui permettront à l’île de tirer parti de ses ressources naturelles et d’atteindre la sécurité hydrique dont elle a tant besoin.

L’AFD est heureuse de renouveler son engagement envers les Rodriguais en apportant les ressources financières et l’expertise technique nécessaires pour soutenir la recherche d’approches innovantes basées sur la science, qui permettront de relever les défis urgents en matière d’eau sur l’île. L’AFD et l’Assemblée régionale de Rodrigues poursuivront leur collaboration afin de développer des infrastructures de gestion de l’eau à la fois durables et résilientes, capables de soutenir la population rodriguaise pour les années à venir.



LES LIENS DE L'AMITIÉ

Réflexions sur l'évolution de la relation franco-mauricienne au fil du temps.

Suite à la signature en 2023 d'un prêt de la France à l'île Maurice d'un montant de 200 millions d'euros (10 milliards de roupies) complété par des subventions techniques de 2 millions d'euros (100 millions de roupies) visant à renforcer et développer les ressources en eau et les infrastructures hydrauliques de l'île, l'Ambassadeur de France à Maurice Frédéric Bontems et la Directrice de l'AFD à Maurice Laetitia Habchi se penchent sur les relations de longue date entre les deux nations, profondément enracinées dans une histoire et un patrimoine culturel communs.

« De par la proximité géographique de la Réunion, la France reste le plus proche voisin de l'île Maurice : nous entretenons donc naturellement de nombreux liens géographiques, linguistiques et culturels », fait remarquer Frédéric Bontems. Ces derniers temps, la question de l'eau a occupé une place prépondérante dans les réflexions des deux nations. En tant que Directrice de l'AFD à Maurice, Laetitia Habchi est particulièrement fière de la collaboration entre le groupe et le pays sur les questions liées à l'eau au cours des quatre dernières décennies. « Depuis le début des années 1980, Maurice et l'AFD ont accompli énormément de choses ensemble. Cependant, nous sommes conscients qu'il reste encore beaucoup à faire, notamment dans le cadre des efforts déployés par Maurice pour atteindre l'ODD n°6. »

Formant partie des 17 Objectifs de développement durable (ODD) établis par les Nations Unies, l'ODD n°6 vise à « garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau » d'ici à 2030. Cependant, comme d'autres petits États insulaires, l'île Maurice est fortement exposée au changement climatique, ce qui requiert une gestion plus fine des ressources en eau et rend l'ODD n°6 plus difficile à atteindre. La France dispose d'une expertise technique et d'une expérience

pratique considérables dans le domaine de la gestion de l'eau, dont Maurice peut bénéficier. Frédéric Bontems souligne que « la France sera toujours heureuse d'offrir son assistance technique, en cas de sollicitation. Nous sommes heureux de contribuer au renforcement de la sécurité hydrique de l'île. »

Laetitia Habchi se réjouit à l'idée de poursuivre la collaboration avec l'île Maurice pour atteindre les ambitions de l'ODD n°6 – en particulier à Rodrigues, où les effets du changement climatique sont plus graves. « Je rêve que chaque Rodriguais ait accès à l'eau 24h/24, simplement en ouvrant son robinet » explique-t-elle, affirmant que cette ambition est réalisable « si l'on exploite durablement les nappes phréatiques de l'île, à l'aide notamment de l'expertise technique française du BRGM. »

Se tournant vers l'avenir, Frédéric et Laetitia demeurent enthousiastes à l'idée du partenariat pérenne entre les deux nations. Ils envisagent un avenir où la coopération entre la France et l'île Maurice prospérerait davantage, pour offrir non seulement la sécurité hydrique, mais renforcer également les liens d'amitié ainsi que le soutien mutuel. « Nous sommes résolument engagés à accompagner Maurice tout au long de sa trajectoire, car ensemble nous renforçons notre résilience face aux défis mondiaux » conclut Frédéric, exprimant ainsi l'esprit de collaboration qui conduira à la réussite de récits communs.



Frédéric Bontems, Ambassadeur de France à l'île Maurice (en haut), et Laetitia Habchi, Directrice de l'AFD à l'île Maurice (en bas), se penchent sur la relation de longue date entre la France et l'île Maurice.

Le groupe AFD contribue à mettre en œuvre la politique de la France en matière de développement durable et de solidarité internationale. Composé de l'Agence française de développement (AFD), en charge du financement du secteur public et des ONG, de la recherche et de la formation ; de sa filiale Proparco, dédiée au financement et à l'accompagnement du secteur privé ; et d'Expertise France, agence de coopération technique, le Groupe finance, accompagne et accélère les transitions nécessaires pour un monde plus juste et résilient.

C'est avec et pour les populations que nous construisons en lien avec nos partenaires des solutions partagées dans plus de 150 pays, ainsi que dans 11 départements et territoires ultramarins français. Notre objectif ? Concilier développement économique et préservation des biens communs: le climat, la biodiversité, la paix, l'égalité femmes-hommes, l'éducation ou encore la santé. Nos équipes sont engagées dans 4 200 projets sur le terrain, contribuant ainsi à l'engagement de la France et des Français en faveur des Objectifs de développement durable (ODD). Pour un monde en commun.



Bât. Dias Pier, Le Caudan Waterfront
Port Louis, Maurice
Tel: + 230 213 64 00
Fax: + 230 213 64 01
Email: afdportlouis@afd.fr

www.afd.fr

Conception et rédaction : Copyright (c) 2023 Agence française de développement (AFD).
Photographies : Copyright (c) 2023 Paul Choy, sous licence.

Tous droits réservés. Aucune partie de cette publication ne peut être utilisée ou reproduite de quelque manière que ce soit sans autorisation écrite préalable.